ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 11 février 1997, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "portant réforme de la procédure fiscale, en application des articles 2, § 1er, et 3, § 1er, 2° et 3°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne", a donné le 24 mars 1997 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 11 februari 1997 door de Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende hervorming van de fiscale procedure, met toepassing van de artikelen 2, § 1, en 3, § 1, 2° en 3°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie", heeft op 24 maart 1997 het volgend advies gegeven :

Par une lettre reçue au Conseil d'Etat le 11 février 1997, le ministre des Finances demande l'avis du Conseil d'Etat sur le projet d'arrêté royal précité.

L'avis de l'inspection des Finances du 29 janvier 1997 et l'accord du ministre du Budget de la même date, ont été transmis par une lettre du ministre du 24 février.

L'accord du ministre du Budget observe notamment, en son point 4, ce qui suit :

> "Het loskoppelen van de administratieve geschillenregeling via een Kader-KB en jurisdictionele geschillenregeling via een apart wetsontwerp, kan er toe leiden dat het eerste op 1.7.1997 in voege treedt, terwijl het andere ten gevolge van de werkzaamheden pas veel later van kracht wordt. Ondertussen zou er een juridisch vaccuüm ontstaan in de geschillenregeling. Dit zou niet alleen een grote rechtsonzekerheid voor beide partijen doen ontstaan, maar ook tot nefaste budgettaire gevolgen kunnen leiden.".

Par ailleurs, l'arrêté en projet se donne comme base juridique, entre autres, l'article 2 de la loi du 26 juillet 1996, qui dispose comme suit en son paragraphe 1er :

> "Afin de permettre l'adhésion de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne et afin de respecter l'article 104C du Traité sur l'Union européenne et l'article 1er du Protocole sur la procédure concernant les déficits excessifs qui y est annexé, le Roi peut, par arrêté délibéré en conseil des ministres, prendre les mesures visées à l'article 3.".

*

* *

Invité à clarifier la portée de la critique ministérielle afin que l'accomplissement régulier des formalités prescrites par l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire puisse être vérifié, et à justifier les pouvoirs du Roi au regard de l'article 2 précité, le délégué du ministre a fourni les explications suivantes :

"1. Avis de l'inspecteur des Finances et accord du ministre du Budget.

Si l'on s'en tient au point 4 de la note du 29 janvier 1997 du ministre du Budget, tel qu'il était rédigé suivant la version soumise au budget, le projet d'arrêté royal pourrait avoir un impact budgétaire négatif. Le désaccord partiel ainsi exprimé par le Budget a conduit le conseil des ministres du 31 janvier 1997 à remettre le projet initial à huitaine. Après adaptation, un nouveau projet a été approuvé par le conseil des ministres du 7 février 1997 en retirant la transformation en recours administratif de l'actuelle réclamation, les dispositions modificatrices étant maintenant incluses dans l'avant-projet de loi relative à la juridiction en matière fiscale approuvé lui par le conseil des ministres du 21 février 1997.

Il faut considérer en conclusion que les conclusions et les critiques formulées par le ministre du Budget sont dépassées, non pas parce qu'elles n'étaient pas pertinentes, mais parce qu'elles ont été rencontrées par les projets soumis à votre avis.

2. Accélération du recouvrement.

Suivant l'article 2 de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, le Roi peut prendre les mesures énumérées à l'article 3 dans le cadre de la réduction des déficits budgétaires.

L'article 3, § 1er, 3°, stipule que les mesures peuvent avoir pour objet entre autres de garantir une perception correcte des recettes.

Un des moyens utilisables à cette fin consiste en une accélération du traitement du contentieux fiscal et dans la prévention de sa formation. C'est ce que le projet d'arrêté entend réaliser en instaurant un recours hiérarchique qui tend à prévenir les litiges avant la formation du titre exécutoire (rôle en I.S.R., contrainte en T.V.A.). En effet, actuellement, le contribuable ou l'assujetti qui ne peut marquer son accord sur l'avis de rectification ou le relevé de régularisation ne dispose pas formellement d'un interlocuteur compétent pour discuter avec lui des observations formulées à l'encontre des prétentions de l'agent taxateur.

La taxation est dès lors établie de manière unilatérale en dehors de toute tentative réelle de dialogue.

A ce propos, en matière d'impôts sur les revenus, il y a lieu de relever, suivant l'article 410 du C.I.R., qu'en cas de réclamation, la mise en recouvrement de l'impôt enrôlé est paralysée sur la partie de l'impôt qui dépasse les revenus déclarés ou le supplément de revenus sur lequel le contribuable a marqué son accord. Comme aucun délai n'est prescrit au directeur pour statuer sur la réclamation introduite par le contribuable, la mise en recouvrement est différée pour longtemps ...

Bref, en prévenant les litiges ou en accélérant leur solution, on accélère la mise en recouvrement de l'impôt et on contribue ainsi à réduire le déficit budgétaire (...).".

*

* *

Force est de constater, d'une part, que l'avis du 29 janvier 1997 de l'inspecteur des Finances communiqué au

Conseil d'Etat, ne contient aucune estimation, fût-elle approximative, du bénéfice budgétaire qui serait procuré par la réforme de la procédure fiscale, du point de vue des économies qu'elle permettrait de réaliser ou des recettes fiscales à percevoir (l'avis se borne à relever l'incidence éventuelle du "rapatriement de tous les recours juridictionnels au sein du Pouvoir judiciaire" sur le budget du ministère de la Justice); et que le rapport au Roi accompagnant le projet est muet à ce sujet.

D'autre part, les prévisions des auteurs du projet sont, en ce domaine, fondées sur un pronostic incertain : l'attitude qu'adopteront les contribuables et les assujettis face à ladite réforme.

Compte tenu des effets que la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs produit déjà, en principe à l'avantage des administrés, il n'est pas établi que l'impact de la phase initiale de la réforme sera tel qu'il inciterait les administrés à contester moins souvent qu'aujourd'hui le bien-fondé du point de vue du fisc.

La perspective de voir l'accueil implicite de leur demande de révision (acquis ensuite de l'expiration du délai de deux ans fixé par la loi) entraîner la déchéance de l'imposition, n'est du reste pas vraiment de nature à les en dissuader (en particulier à effectifs constants au sein de l'administration).

On ne peut même pas exclure que l'interdiction légale du cumul de l'examen hiérarchique et de la demande en

révision conduise précisément les intéressés à préférer la deuxième voie à la première.

Si les pouvoirs que le Roi tient de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne incluent les procédures non juridictionnelles, ainsi que le Conseil d'Etat, section de législation, l'a admis à plusieurs reprises depuis l'entrée en vigueur de la loi précitée, à propos de divers projets d'arrêté, c'est pour autant que l'article 2 de la même loi soit également respecté de façon certaine, et non pas conjecturale. Tel n'est pas le cas ici.

*
* *

Au demeurant, le recours à la technique législative consistant à modifier la loi par un acte du pouvoir exécutif, sous la réserve de sa ratification par le Parlement, contient dans le cas d'espèce, en lui-même, le germe de difficultés juridiques difficilement surmontables, de nature à avoir un retentissement budgétaire néfaste - comme semblait le suggérer la note du ministre du Budget - même après les corrections décrites dans la réponse fournie par le délégué du ministre.

En effet, si l'arrêté royal n'est pas confirmé par le législateur dans les délais impartis par la loi du 26 juillet 1996, alors que la plupart des dispositions

entrent en vigueur le 1er juillet 1997, le nouveau dispositif cesserait de produire ses effets.

Selon la date à laquelle l'arrêté royal serait pris, il s'agit d'un terme fixé au 30 juin ou au 31 décembre 1997 (article 6, § 2, alinéas 2 et 3 de la loi).

a) Dans le premier cas, comment les Chambres législatives pourraient-elles amender utilement le dispositif de l'arrêté à l'occasion de sa confirmation, sans avoir pu procéder auparavant à un examen complet de l'avant-projet de loi relatif à la juridiction en matière fiscale, enregistré au greffe de la section de législation sous le n° L. 26.118/2 ?

Or, la liaison entre les deux textes est étroite puisqu'il s'agit des deux volets d'une réforme unique, la partie proprement législative comprenant même un des aspects de la phase administrative de la procédure.

Un examen conjoint des deux phases de la procédure fiscale, et même des deux aspects que peut revêtir la phase purement administrative, est tout aussi indispensable si l'on veut permettre aux assemblées d'apprécier avec le discernement nécessaire la question de l'objet exact de l'action judiciaire offerte au contribuable.

Dans l'état actuel des projets, cet objet n'est, en effet, pas, comme une vision sommaire pourrait le laisser croire, l'impôt dû, il est seulement la décision de l'administration à propos de cet impôt (article 1385decies du Code

judiciaire en projet, article 7). Les auteurs du projet de loi ont été conduits à cette solution parce qu'ils ont voulu obliger le contribuable qui veut soumettre sa cause aux tribunaux à épuiser préalablement l'une des deux formes de recours administratifs en projet (article 1385undecies du Code judiciaire en projet, article 7) l'examen hiérarchique, prévu par l'arrêté en projet, ou la demande en révision, prévue par la loi en projet. Or la première de ces deux formes peut s'achever bien avant l'enrôlement de l'impôt et le délai pour agir en justice pourrait alors à son tour expirer, lui aussi, avant tout enrôlement. Il en est résulté, pour les auteurs du projet, qu'il fallait donner comme objet à cette action judiciaire non l'impôt lui-même mais la décision - voire seulement l'intention - administrative d'imposer.

Or cette question de l'objet précis de la procédure judiciaire est elle-même d'une importance capitale car elle permet de déterminer si le contribuable bénéficie effectivement de la liberté de remettre en débat devant le tribunal sous tous ses aspects, non seulement donc ses aspects de droit mais aussi ceux de fait, le sort que lui a réservé l'administration.

b) Dans le second cas, comment régler les effets dans le temps de la loi de confirmation, en ce qu'elle corrigerait l'arrêté déjà applicable, sur le vu du résultat de l'examen par le Parlement, de l'avant-projet de loi ?

Dans les deux hypothèses, une rupture de l'égalité entre les administrés ne saurait être exclue, puisque le

critère de différenciation entre les administrés serait purement temporel. Le caractère juriquement admissible d'un tel critère, au cas présent, n'apparaît pas d'emblée.

Si la confirmation législative était refusée ou devenait impossible, en raison des circonstances, dans le délai prescrit, l'administration serait dans la situation plus difficile encore de justifier l'application temporaire qu'elle aurait faite d'un arrêté royal soumis au contrôle institué par l'article 159 de la Constitution, tant du point de vue de l'égalité de traitement des contribuables, que du respect par le Roi, des limites assignées à ses pouvoirs par la loi du 26 juillet 1996.

On voit ainsi que, loin de permettre d'atteindre les buts énoncés à l'article 2 de la loi du 26 juillet 1996, l'arrêté royal en projet en éloignerait le gouvernement par les risques que le recours à une telle méthode législative créerait en ce qui concerne la stabilité des recettes fiscales et de leur environnement juridique.

La matière réglée par l'arrêté royal en projet doit, pour cette seconde raison également, faire l'objet d'un avant-projet de loi.

*

* *

En ce qui concerne la procédure législative à suivre pour l'adoption du projet, compte tenu de la coexistence de l'avant-projet de loi L. 26.118/2, il est

renvoyé à l'avis donné par la deuxième chambre sur ledit avant-projet.

*

* *

Pour améliorer la lisibilité des travaux préparatoires, il est suggéré d'identifier dans l'exposé des motifs, les dispositions commentées, non seulement par la référence à l'article de l'avant-projet de loi, mais aussi par l'indication de l'article du Code touché par la modification législative, de sorte que les éventuels changements de numérotation des divers articles du projet, au cours de la procédure législative, demeurent sans conséquence pratique.

Dans le même but, il est également suggéré, à chaque fois que le commentaire de plusieurs dispositions est groupé parce qu'elles forment un ensemble cohérent, de renvoyer expressément, pour chaque article, au numéro de l'article qui est commenté.

Bij een brief die op 11 februari 1997 bij de Raad van State is aangekomen, vraagt de minister van Financiën het advies van de Raad van State omtrent het voormelde ontwerp van koninklijk besluit.

Het advies van de inspectie van Financiën dd. 29 januari 1997 en de akkoordbevinding van de minister van Begroting van diezelfde datum zijn overgezonden bij een brief van de minister van 24 februari.

In punt 4 van zijn akkoordbevinding merkt de minister van Begroting inzonderheid het volgende op :

> "Het loskoppelen van de administratieve geschillenregeling via een Kader-KB en jurisdictionele geschillenregeling via een apart wetsontwerp, kan er toe leiden dat het eerste op 1.7.1997 in voege treedt, terwijl het andere ten gevolge van de werkzaamheden pas veel later van kracht wordt. Ondertussen zou er een juridisch vacuüm ontstaan in de geschillenregeling. Dit zou niet alleen een grote rechtsonzekerheid voor beide partijen doen ontstaan, maar ook tot nefaste budgettaire gevolgen kunnen leiden.".

Voorts wordt in het ontworpen besluit als rechtsgrond onder meer artikel 2 van de wet van 26 juli 1996 opgegeven, waarvan paragraaf 1 als volgt luidt :

> "Teneinde de toetreding van België tot de Europese Economische en Monetaire Unie mogelijk te maken en artikel 104C van het Verdrag betreffende de Europese Unie alsmede artikel 1 van het bijgevoegd Protocol betreffende de procedure bij buitensporige tekorten na te leven, kan de Koning bij een in Ministerraad overlegd besluit de in artikel 3 bedoelde maatregelen nemen.".

*

* *

Op het verzoek om de draagwijdte van de kritiek van de minister toe te lichten, zodat kan worden nagegaan of de vormvoorschriften gegeven bij het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole regelmatig zijn vervuld en op het verzoek om de bevoegdheden van de Koning in het licht van het voormelde artikel 2 te wettigen, heeft de gemachtigde van de minister de volgende uitleg verschaft :

"1. Avis de l'inspecteur des Finances et accord du ministre du Budget.

Si l'on s'en tient au point 4 de la note du 29 janvier 1997 du ministre du Budget, tel qu'il était rédigé suivant la version soumise au budget, le projet d'arrêté royal pourrait avoir un impact budgétaire négatif. Le désaccord partiel ainsi exprimé par le Budget a conduit le conseil des ministres du 31 janvier 1997 à remettre le projet initial à huitaine. Après adaptation, un nouveau projet a été approuvé par le conseil des ministres du 7 février 1997 en retirant la transformation en recours administratif de l'actuelle réclamation, les dispositions modificatrices étant maintenant incluses dans l'avant-projet de loi relative à la juridiction en matière fiscale approuvé lui par le conseil des ministres du 21 février 1997.

Il faut considérer en conclusion que les conclusions et les critiques formulées par le ministre du Budget sont dépassées, non pas parce qu'elles n'étaient pas pertinentes, mais parce qu'elles ont été rencontrées par les projets soumis à votre avis.

2. Accélération du recouvrement.

Suivant l'article 2 de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, le Roi peut prendre les mesures énumérées à l'article 3 dans le cadre de la réduction des déficits budgétaires.

L'article 3, § 1er, 3°, stipule que les mesures peuvent avoir pour objet entre autres de garantir une perception correcte des recettes.

Un des moyens utilisables à cette fin consiste en une accélération du traitement du contentieux fiscal et dans la prévention de sa formation. C'est ce que le projet d'arrêté entend réaliser en instaurant un recours hiérarchique qui tend à prévenir les litiges avant la formation du titre exécutoire (rôle en I.S.R., contrainte en T.V.A.). En effet, actuellement, le contribuable ou l'assujetti qui ne peut marquer son accord sur l'avis de rectification ou le relevé de régularisation ne dispose pas formellement d'un interlocuteur compétent pour discuter avec lui des observations formulées à l'encontre des prétentions de l'agent taxateur.

La taxation est dès lors établie de manière unilatérale en dehors de toute tentative réelle de dialogue.

A ce propos, en matière d'impôts sur les revenus, il y a lieu de relever, suivant l'article 410 du C.I.R., qu'en cas de réclamation, la mise en recouvrement de l'impôt enrôlé est paralysée sur la partie de l'impôt qui dépasse les revenus déclarés ou le supplément de revenus sur lequel le contribuable a marqué son accord. Comme aucun délai n'est prescrit au directeur pour statuer sur la réclamation introduite par le contribuable, la mise en recouvrement est différée pour longtemps ...

Bref, en prévenant les litiges ou en accélérant leur solution, on accélère la mise en recouvrement de l'impôt et on contribue ainsi à réduire le déficit budgétaire (...).".

*

* *

Enerzijds valt op te merken dat het aan de Raad van State bezorgde advies van de inspecteur van Financiën dd. 29 januari 1997 geen enkele, zelfs geen benaderende raming bevat van het begrotingsvoordeel dat de hervorming van de fiscale procedure zou opleveren door de besparingen of belastingmiddelen die daaruit zouden kunnen voortvloeien (het advies vermeldt alleen wat de gevolgen voor de begroting van het ministerie van Justitie kunnen zijn indien "alle gerechtelijke beroepen opnieuw bij de rechterlijke macht worden ondergebracht"; in het verslag aan de Koning dat bij het ontwerp is gevoegd wordt daar niets over gezegd.

Anderzijds moet worden opgemerkt dat de desbetreffende ramingen van de stellers van het ontwerp op een onzekere prognose steunen : de houding van de belastingplichtigen en van hen die in de belastingheffing betrekbaar zijn ten aanzien van die hervorming.

Gelet op de gevolgen die de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen nu reeds heeft, in principe in het voordeel van de bestuurden, is het niet zeker dat de hervorming in haar beginfase de bestuurden ertoe zal aanzetten de gegrondheid van het standpunt van de fiscus minder vaak te betwisten dan nu.

Het vooruitzicht dat de stilzwijgende inwilliging van hun verzoek tot herziening (na afloop van de wettelijk vastgestelde termijn van twee jaar) betekent dat de aanslag vervalt, is bovendien niet van zodanige aard dat zij daarvan

worden weerhouden (in het bijzonder indien het personeelsbestand van de administratie ongewijzigd blijft).

Het is zelfs niet uitgesloten dat het wettelijk verbod op combinatie van een hiërarchisch onderzoek met een verzoek tot herziening, de belanghebbenden juist ertoe aanzet de tweede in plaats van de eerste mogelijkheid te kiezen.

Sedert de inwerkingtreding van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie heeft de afdeling wetgeving van de Raad van State herhaaldelijk, in verband met verscheidene ontwerpen van besluit, geoordeeld dat de bevoegdheden die de Koning aan de voormelde wet ontleent, ook betrekking hebben op de niet-gerechtelijke procedures, althans op voorwaarde dat het een vaststaand feit en geen hypothese is dat ook artikel 2 van diezelfde wet wordt nageleefd, wat hier niet het geval is.

*
* *

Overigens is de wetgevingstechniek die erin bestaat de wet te wijzigen door middel van een handeling van de uitvoerende macht, onder voorbehoud van goedkeuring van die handeling door het Parlement, in casu op zich de aanzet tot moeilijk oplosbare juridische moeilijkheden die noodlottige gevolgen kunnen hebben voor de begroting, zoals uit de nota

van de minister van Begroting lijkt te kunnen worden opgemaakt, zelfs na de rechtzettingen die de gemachtigde van de minister in zijn antwoord beschrijft.

Indien het koninklijk besluit niet binnen de door de wet van 26 juli 1994 toegemeten termijn door de wetgever wordt bekrachtigd, terwijl de meeste bepalingen op 1 juli 1997 in werking treden, houdt het nieuwe dispositief immers op uitwerking te hebben.

Afhankelijk van de datum waarop het koninklijk besluit wordt vastgesteld, verstrijkt de uitwerkingstermijn op 30 juni of 31 december 1997 (artikel 6, § 2, tweede en derde lid, van de wet).

a) In het eerste geval rijst de vraag hoe de wetgevende Kamers het dispositief van het besluit bij de bekrachtiging ervan zinvol kunnen wijzigen, als ze het voorontwerp van wet betreffende de beslechting van fiscale geschillen, dat bij de griffie van de afdeling wetgeving onder nummer L. 26.118/2 is ingeschreven, niet vooraf volledig hebben kunnen onderzoeken.

Beide teksten zijn evenwel nauw met elkaar verbonden, aangezien het twee delen van één en dezelfde hervorming zijn, waarbij het louter wetgevende gedeelte zelfs één van de aspecten van de administratieve fase van de procedure omvat.

Een gezamenlijk onderzoek van de twee fases van de fiscale procedure en zelfs van de twee aspecten die de louter administratieve fase kan aannemen, is even onontbeerlijk indien men de wetgevende vergaderingen in staat wil stellen om met het nodige doorzicht uit te maken wat het juiste onderwerp is van de rechtsvordering die de belastingplichtige kan instellen.

Bij de huidige stand van de ontwerpen is dat onderwerp immers niet de verschuldigde belasting, zoals op het eerste gezicht zou kunnen lijken, doch alleen de beslissing van de administratie aangaande die belasting (het ontworpen artikel 1385decies van het Gerechtelijk wetboek, artikel 7). De stellers van het wetsontwerp hebben voor die oplossing moeten kiezen omdat zij de belastingplichtige die zijn zaak bij de rechtbank aanhangig wil maken, hebben willen verplichten eerst één van de twee ontworpen vormen van administratief beroep aan te wenden (het ontworpen artikel 1385undecies van het Gerechtelijk Wetboek, artikel 7), namelijk het hiërarchisch onderzoek, ingesteld bij het ontworpen besluit, of het verzoek tot herziening, ingesteld bij de ontworpen wet. Welnu, de eerste van deze twee vormen kan een hele tijd vóór de inkohiering van de belasting eindigen en de termijn om in rechte op te treden kan dan, op zijn beurt, ook vóór iedere inkohiering komen te vervallen. De stellers van het ontwerp hebben daaruit besloten dat niet de belasting zelf, maar de administratieve beslissing - of zelfs alleen nog maar het voornemen - om belastingen op te leggen het onderwerp van die rechtsvordering moest zijn.

Welnu, de vraag wat het juiste onderwerp is van de gerechtelijke procedure is zelf van het allergrootste belang omdat zo kan worden uitgemaakt of de belastingplichtige werkelijk de vrijheid geniet om de regeling die de administratie voor hem treft in alle aspecten ervan, dus niet alleen de juridische, maar ook de feitelijke, wederom ter discussie te stellen bij de rechtbank.

b) In het tweede geval rijst de vraag hoe een regeling kan worden getroffen voor de gevolgen op termijn van de bekrachtigingswet, doordat deze, op grond van de bevindingen van het Parlement tijdens de bespreking van het voorontwerp van wet, het reeds toepasselijke besluit zou wijzigen.

In beide gevallen kan niet worden uitgesloten dat de bestuurden niet langer gelijk worden behandeld, aangezien het criterium voor het maken van een onderscheid onder de bestuurden louter op tijdsduur zou zijn gebaseerd. Het is niet meteen duidelijk of een soortgelijk criterium in het onderhavige geval juridisch aanvaardbaar is.

Indien bekrachtiging door de wetgever wordt geweigerd of door omstandigheden niet binnen de voorgeschreven termijn mogelijk is, bevindt de administratie zich in de nog hachelijker situatie dat zij zowel uit het oogpunt van de gelijke behandeling van de belastingplichtigen als uit het oogpunt van de naleving, door de Koning, van de grenzen die de wet van 26 juli 1996 aan zijn bevoegdheden stelt, moet wettigen waarom zij tijdelijk een konink-

lijk besluit heeft toegepast waarop de controle ingesteld bij artikel 159 van de Grondwet toepasselijk is.

Daaruit blijkt dat het ontworpen koninklijk besluit de regering veeleer verhindert dan helpt om de in artikel 2 van de wet van 26 juli 1996 gestelde doeleinden te bereiken door de risico's die een soortgelijke wetgevingsprocedure meebrengt voor de stabiliteit van de belastingmiddelen en de juridische context ervan.

De aangelegenheid die bij het ontworpen koninklijk besluit wordt geregeld moet, ook om die tweede reden, bij een voorontwerp van wet worden geregeld.

*
* *

Voor de wetgevingsprocedure die moet worden gevolgd om het ontwerp aan te nemen, wordt gelet op het naast elkaar bestaan van het onderhavige ontwerp van koninklijk besluit en het voorontwerp van wet L. 26.118/2, verwezen naar het advies van de tweede kamer over dat voorontwerp.

*
* *

Voor een betere leesbaarheid van de parlementaire voorbereidingen wordt voorgesteld de besproken bepalingen in de memorie van toelichting aan te geven, niet alleen door te

verwijzen naar het artikel van het voorontwerp van wet, maar ook door te vermelden op welk artikel van het Wetboek de wetswijziging van toepassing is, zodat de eventuele vernummering, tijdens de wetgevingsprocedure, van de verschillende artikelen van het ontwerp in de praktijk geen gevolgen heeft.

In die optiek wordt ook voorgesteld, telkens als verscheidene bepalingen gezamenlijk worden besproken omdat ze een coherent geheel vormen, bij elk artikel uitdrukkelijk te verwijzen naar het nummer van het artikel dat besproken wordt.

La chambre était composée de

Messieurs J.-J. STRYCKMANS, président,
de Heren voorzitter,

Y. KREINS, conseillers d'Etat,
P. HANSE, staatsraden,

J. DE GAVRE, assesseurs de la section de législation,
P. GOTHOT, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame J. GIELISSEN, greffier,
Mevrouw griffier.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. L. DETROUX, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

De kamer was samengesteld uit

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. L. DETROUX, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J.-J. STRYCKMANS